

Introduction

La Déclaration de Yokohama 2019, compilée lors de la septième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7) reconnaît l'importance des trois piliers que sont 1. « Accélération de la transformation économique et amélioration de l'environnement des affaires par l'innovation et la participation du secteur privé », 2. « Consolidation d'une société durable et résiliente », et 3. « Renforcement de la paix et de la stabilité », réunis sous le thème principal de la conférence : « Faire progresser le développement de l'Afrique en recourant aux peuples, à la technologie et à l'innovation ».

Dans le « Plan d'action de Yokohama 2019 », annexe à la Déclaration, a été retenu « Promouvoir la formation professionnelle et accroître l'accès aux services et les possibilités pour les femmes et les jeunes » en tant qu'une des actions concrètes correspondant au point 2. « Consolidation d'une société durable et résiliente ». Ce thème comprend la mise en place par le Japon d'un programme d'échange et de formation destiné aux fonctionnaires et autres responsables de chaque pays en charge d'éradiquer la violence basée sur le genre (ci-après, « VBG »).

Par ailleurs, lors de la TICAD 7, s'est tenu l'événement parallèle « Zéro violence basée sur le genre pour l'avenir de l'Afrique : ensemble, nous pouvons !¹ » auquel ont assisté les présidents et Premières dames de la république de Namibie, la république de Sierra Leone, Burkina Faso, la république démocratique du Congo, la république de Madagascar et la république du Mali, ainsi que la ministre d'état japonaise en charge de l'égalité des sexes.

Nous constatons à l'échelle mondiale un intérêt positif croissant pour les initiatives d'éradication de la VBG, qui, en plus de faire partie de l'Objectif de développement durable (ODD) numéro 5 « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles », est également traitée lors des différentes conférences internationales et multilatérales que sont le G7, G20, OCDE ou encore l'APEC.

Au Japon, le 5^{ème} plan pour l'égalité des sexes, approuvé par le gouvernement en décembre 2020, introduit des mesures pour lutter contre toutes les violences envers les femmes, en reconnaissant que les violences envers les femmes sont des actes criminels consistant en une atteinte grave aux droits humains, et promeut des initiatives de prévention et pour le rétablissement des victimes.

Dans ce contexte, à travers ce programme d'échange entre les personnes en charge de la VBG dans la région Asie-Pacifique, Japon compris, et dans la région Afrique, nous souhaitons faire progresser le partage des connaissances et des expériences pour contribuer à la formation du personnel dans chaque pays et au renforcement de leurs capacités d'action. Nous avons comme objectif l'obtention de résultats pour la TICAD 8, prévue pour 2022.

En 2020/21, nous avons effectué des recherches sur la situation relative à la VBG dans la région Asie-Pacifique et la région Afrique, et nous avons également sélectionné les participants au programme, avec l'aide du gouvernement et des missions diplomatiques à l'étranger et mis en œuvre des réunions d'échange d'informations et

¹ Co-organisé par l'Organisation des Premières Dames d'Afrique pour le Développement (OPDAD), l'Union africaine et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA).

d'opinions en ligne² pour assurer le bon déroulement du programme. Nous avons ensuite réfléchi à un programme d'échange³, à mettre en place pour l'année 2021/22, en nous basant sur les besoins et sujets qui sont ressortis lors de nos recherches et des réunions d'échange organisées en ligne.

Pour l'année 2021/22, nous allons réfléchir concrètement au contenu, à la méthode, au calendrier, etc. du programme d'échange dans le cadre du « Programme d'échange pour les femmes en Asie, dans le Pacifique et les pays africains en 2020 : En vue d'éliminer les violences basées sur le genre », en tenant compte du présent rapport et en prenant en considération la situation liée à la pandémie de covid-19.

² Organisées en ligne en raison de la pandémie de coronavirus.

³ Organisation en ligne envisagée, selon la situation liée à la pandémie de coronavirus.